

## Intervention SNETAA FO

Madame l'inspectrice académique, directrice des services départementaux de l'éducation nationale du Maine-et-Loire.

Je tiens à vous présenter mes excuses pour mon absence liée à des problèmes de santé.

D'abord, et pour commencer par un élément positif, nous avons soutenu la proposition de la carte des formations pour la rentrée prochaine, élaborée par madame la Rectrice, le conseil régional et le préfet de région.

Ce soutien de notre syndicat, majoritaire dans le corps des PLP, tant au niveau national, académique que départemental, est le fruit d'un dialogue constructif menés depuis quelques années maintenant.

Mais cela ne veut pas dire que nous sommes en accord avec les décisions ministérielles actuelles.

En effet, nous ne pouvons que rejeter la dernière réforme de Madame Granjean.

Le seul point positif pour les enseignants dans cette réforme résidait dans les dédoublements en enseignement général pour les classes de seconde. Or, dans de trop nombreux établissements, cette nouvelle obligation n'a pas été respectée et nous avons été contraint d'affronter certaines équipes de direction. Ce fut le cas dans le département au Lycée Renaudeau de Cholet pour lequel nous avons dû demander l'arbitrage de votre prédécesseur.

Et cette année nous allons devoir affronter la fumeuse année de terminale en Y. Nous sommes totalement opposés à cette organisation qui dénature totalement le Bac Pro.

La classe de seconde organisée en familles métiers réduisait déjà le temps de spécialisation des jeunes, avec la terminale en Y, le bac pro devient eu mieux une formation en deux ans... La dernière réforme n'a donc pas conduit la disparition du BEP mais à celle du Bac Pro.

Les employeurs se plaignent déjà de la faiblesse de nos élèves, ce sera pire demain...

Enfin, nous sommes en désaccord sur la notion de « sous affectation » souvent évoquée par Madame la Rectrice. Dans notre département, comme dans l'académie, la vocation sociale des Lycées professionnels est particulièrement marquée et nous y tenons.

Nos classes de CAP accueillent aujourd'hui : une très large majorité des élèves en situation de handicap, de très nombreux allophones, les jeunes issus de segpa, les décrocheurs de collèges, bref une hétérogénéité des publics qui met en difficultés même les collègues les plus expérimentés. Face à cet afflux, les CAP ne sont pas assez nombreux et une partie de ces jeunes en difficultés sont aujourd'hui affectés en bac pro.

Ces jeunes ne sont pas « sous orientés », il n'y a pas d'autres solutions pour eux ! Les réponses pour solutionner ce problème sont pour l'instant insuffisantes. Nous ne pouvons pas accepter de « faire ce que l'on peut pour octroyer des blocs de compétences ». Un bloc de compétences n'est pas une garantie d'insertion professionnelle et, en tant qu'enseignant, nous refusons de marquer d'ambition pour nos élèves. Nous voulons un diplôme pour nos jeunes.

Nous avons demandé à Madame la Rectrice d'engager une réflexion sur cette problématique et sommes à votre disposition pour aller plus loin dans la réflexion.